



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial*

**Arrêté préfectoral n°2025/ICPE/232**

**autorisant la HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation  
d'une carrière de roches massives et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit la  
« Pointe-des Chemins » à Rouans et Chaumes-en-Retz**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses livres 1<sup>er</sup> et 5 ;

**Vu** le code minier et les textes pris pour son application ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de

l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**Vu** le schéma régional des carrières des Pays de la Loire approuvé par l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2021 ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

**Vu** le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Estuaire de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2001 autorisant la société RAINGEARD Carrières Béton et Cie à exploiter une carrière de roche massive, située au lieu dit « La Pointe des Chemins » sur le territoire des communes de Rouans et Chéméré ;

**Vu** l'accusé de réception du 24 décembre 2015 relatif à la poursuite de l'exploitation de la carrière par la société GSM et valant bénéfice d'antériorité pour l'exploitation d'installations relevant des rubriques 2515-1-a et 2517-2 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2024 portant sécurisation des terrains concernés par un glissement de terrain ;

**Vu** la demande du 6 décembre 2022 et complétée le 29 décembre 2023 et 19 juillet 2024, présentée par la société GSM, devenue HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS le 4 octobre 2024, dont le siège social est situé 4 Place des Saisons, Tour Alto, 92400 COURBEVOIE, à l'effet d'obtenir l'extension et le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière et ses installations de traitement des matériaux située au lieu-dit la « Pointe-des Chemins » à Rouans et Chaumes-en-Retz ;

**Vu** la demande du 3 mai 2025 pour la mise en place de l'unité de lavage dès l'obtention de l'autorisation d'exploiter ;

**Vu** les éléments transmis par courriel du 19 août 2024 pour l'élaboration de l'avis de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE estuaire de la Loire ;

**Vu** les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

**Vu** l'arrêté n°2023-527 du 7 août 2023 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive ;



**Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer du 20 août 2024 ;

**Vu** l'avis du SDIS du 25 janvier 2023 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé du 25 janvier 2024 ;

**Vu** l'avis du bureau de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE estuaire de la Loire du 30 août 2024 ;

**Vu** l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale du 19 septembre 2024 ;

**Vu** le mémoire du porteur de projet en réponse à l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale ;

**Vu** l'avis favorable sous conditions du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel des Pays de la Loire (CSRPN), rendu lors de la séance du 3 octobre 2024 ;

**Vu** la note du porteur de projet en réponse aux remarques du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ;

**Vu** l'enquête publique relative à la demande d'extension et de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de la « Pointe des Chemins » qui s'est tenue du 20 novembre 2024 au 20 décembre 2024 sur le territoire des communes de Rouans et Chaumes-en-Retz ;

**Vu** le rapport, l'avis et les conclusions du commissaire enquêteur établis le 20 janvier 2025 émettant un avis favorable ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Rouans et Chaumes-en-Retz ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 22 mai 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le « 18 juin 2025 » à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observation du pétitionnaire ;

**Considérant** que le projet consiste en :

- la prolongation de l'autorisation de la carrière située au lieu-dit la « Pointe-des Chemins » à Rouans et Chaumes-en-Retz et l'extension de la carrière sur une surface totale de 35,6 ha environ,
- l'augmentation de la capacité des installations de traitement des matériaux,
- la mise en place d'une installation de lavage-criblage,
- l'accueil de déchets inertes externes pour valorisation sur les 10 dernières années d'exploitation.

**Considérant** les niveaux de performances atteints s'agissant de la limitation des vibrations des tirs de mines ;

**Considérant** la nécessité de renforcer la surveillance des effets potentiels du remblaiement de la carrière sur les eaux souterraines ;

**Considérant** les instabilités existantes sur le front Nord de la carrière nécessitant la mise en place d'un suivi géotechnique ;

**Considérant** qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes, en particulier le fait que l'ouverture d'une autre carrière engendrerait plus d'impact sur l'environnement naturel que l'extension du site actuel ;

**Considérant** que le projet répond au motif de raison impérative d'intérêt public majeur, en ce qu'il permet d'extraire une ressource d'intérêt régional au sens du Schéma régional des carrières approuvé le 6 janvier 2021 ;

**Considérant** que l'arrêté du 29 octobre 2009 interdit la destruction d'habitat de nidification des espèces d'oiseaux dont la liste est fixée par le même arrêté ; que l'arrêté du 8 janvier 2021 interdit la destruction, l'enlèvement et le transport des espèces d'amphibiens et reptiles dont la liste est fixée dans le même arrêté ; que l'arrêté du 23 avril 2007 interdit la perturbation intentionnelle des espèces de mammifères terrestres dont la liste est fixée par le même arrêté ;

**Considérant** que l'opération va détruire environ 15 ha de milieu ouvert exploité par l'agriculture intensive, avec des cultures en rotation ; que la destruction de ce milieu va altérer l'habitat de reproduction potentiel de 3 espèces d'oiseaux protégées, en particulier la cisticole des joncs et l'œdicnème criard ;

**Considérant** que l'opération va détruire 630 m linéaires de haie bocagère dégradée ; que cette haie est un habitat de nidification pour une espèce d'oiseaux protégée, le bruant jaune ; que la haie est un habitat de chasse et un corridor de déplacement pour quatorze espèces de chauves-souris protégées ;

**Considérant** qu'il convient de fixer les modalités complémentaires de suivi dans l'hypothèse où le taux de reprise est inférieur à 80 % ;

**Considérant** que l'opération implique la destruction progressive de 720 m de merlons et la création de 1 250 m de nouveaux merlons et que les fourrés présents sur les merlons actuels constituent un habitat de nidification pour la linotte mélodieuse, le bruant jaune, le chardonneret élégant et potentiellement le verdier d'Europe.

**Considérant** que l'opération implique la destruction de têtards et d'individus adultes d'alytes accoucheurs et de grenouilles agiles présents au fond de la carrière ;

**Considérant** que l'opération implique la destruction de paliers de la carrière ; que cet espace est un habitat de repos et de reproduction pour trois espèces de reptiles protégés, la vipère aspic, la couleuvre helvétique et le lézard des murailles ; que l'opération implique un fort risque de destruction d'individus de vipères aspic et de couleuvre helvétique ; que, dans ce contexte, l'opération prévoit l'enlèvement et le déplacement de vipères aspics et de couleuvres helvétiques ;



**Considérant** que la dérogation sollicitée ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle du fait des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prescrites dans le présent arrêté ;

**Considérant** que, compte tenu des éléments exposés ci-dessus, le projet est conforme aux exigences de l'article L.411-2 du Code de l'environnement.

**Considérant** que le porteur de projet s'est engagé, lors de l'enquête publique, sur trois mesures supplémentaires, à savoir, le recours à un écologue pour la plantation des haies, la création d'hibernaculums pour les reptiles, et la création de mares ;

**Considérant** que la réalisation de mares dans le secteur envisagé entraînera d'autres impacts qui nécessitent également d'être évalués et compensés ;

**Considérant** au surplus, que le CSRPN n'a pas fait ressortir de besoin compensatoire concernant les espèces susceptibles d'en bénéficier, la création de mares ne semble en l'espèce pas opportune ;

**Considérant** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, de l'avis de la CLE du SAGE et des services déconcentrés de l'Etat et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur** proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS, désignée ci-après « l'exploitant », qui est représentée par son directeur régional et dont le siège social est situé à 4 Place des Saisons, Tour Alto, 92400 COURBEVOIE, , est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (granite gneissique blastomylonitique à grenats), des installations de traitement et de transit des matériaux, située au lieu-dit la « Pointe-des Chemins » à Rouans et Chaumes-en-Retz.

##### **Article 1.1.2 : Prescriptions antérieures**

A l'exception des deux premiers alinéas de l'article 1<sup>er</sup>, les articles de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2001 susvisés sont abrogés.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2024/ICPE/200 du 6 juin 2024 est abrogé.

##### **Article 1.1.3 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :



<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des activités</b>	<b>Grandeur caractéristique</b>	<b>Régime*</b>
2510-1	Exploitation de carrières	Emprise totale du site : 35,6 ha Surface d'extraction : 24,6 ha  Production : tonnages maximaux annuels à extraire : 677 000 tonnes/an tonnages moyens annuels à extraire : 577 000 tonnes/an	A
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Puissance maximale : 1 700 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Surface de 30 000 m <sup>2</sup>	E

\* A (autorisation), E (Enregistrement)

Article 1.1.4 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des activités</b>	<b>Volume autorisé</b>	<b>Régime *</b>
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Création de 2 piézomètres dans le cadre de l'accueil des déchets inertes	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> /an	Extension de la fosse d'extraction portant le prélèvement des eaux d'exhaure en fond de fouille, hors eaux pluviales à un volume de 41,2 m <sup>3</sup> /h, soit environ 361 000 m <sup>3</sup> /an.	A
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface du projet 355 916 m <sup>2</sup>	A



<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des activités</b>	<b>Volume autorisé</b>	<b>Régime *</b>
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m³/j ou à 5% du débit interannuel du cours d'eau, mais inférieure à 10 000 m³/j et à 25% du débit moyen interannuel du cours d'eau (D)	Rejet dans les eaux douces superficielles, hors eaux pluviales, d'un volume maximal estimé entre 762,8 et 821 m³/jour, supérieur à 5% du débit interannuel du cours d'eau (et inférieur à 25 %).	D
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A)	Merlon en rive gauche du ruisseau des Champs Balants sur 330 m	A
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Busage du ruisseau des Champs Balants en deux endroits, sur 21 m et 25 m	D
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Création d'un plan d'eau d'environ 26,4 ha (après remise en état)	A

\* A : autorisation, D : déclaration

## **Article 1.2 : Nature des installations**

### **Article 1.2.1 : Périmètre de l'autorisation et description des installations**

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles des communes de Rouans et Chaumes-en-Retz dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Commune d'implantation	Préfixe de parcelle	Section de parcelle	Numéro de parcelle (pp = pour partie)	Surface cadastrale totale (en m <sup>2</sup> )	Superficie autorisée (en m <sup>2</sup> )
Rouans	0	C	615	3320	3320
Rouans	0	C	616	12250	12250
Rouans	0	C	617	5144	5144
Rouans	0	C	618	1880	1880
Rouans	0	C	619	4361	4361
Rouans	0	C	620	15680	15680
Rouans	0	C	621	21627	21627
Rouans	0	C	624	7089	7089
Rouans	0	C	625	3094	3094
Rouans	0	C	626	2940	2940
Rouans	0	C	627	12370	12370
Rouans	0	C	628	9120	9120
Rouans	0	C	630	4386	4386
Rouans	0	C	631	3036	3036
Rouans	0	C	632	4485	4485
Rouans	0	C	634	5190	5190
Rouans	0	C	635	1480	1480
Rouans	0	C	638	8950	8950
Rouans	0	C	639	2180	2180
Rouans	0	C	640	2110	2110
Rouans	0	C	641	4420	4420
Rouans	0	C	642	850	850
Rouans	0	C	643	4300	4300
Rouans	0	C	644	880	880
Rouans	0	C	645	4438	4438
Rouans	0	C	646	3504	3504
Rouans	0	C	647	1165	1165
Rouans	0	C	648	1860	1860
Rouans	0	C	649	1185	1185
Rouans	0	C	650	1310	1310
Rouans	0	C	1179	2156	2156
Rouans	0	C	1272	26	26
Rouans	0	C	1297	6440	6440
Rouans	0	C	1298	10000	10000
Rouans	0	C	1310	2127	2127
Rouans	0	C	1311	4112	4112
Rouans	0	C	1312	881	881
Rouans	0	C	1313	779	779
Rouans	0	C	1322	3656	3656
Rouans	0	C	1343	2012	2012
Rouans		ZK	29 pp	18005	15105
Rouans		ZK	30 pp	4570	4127
Rouans		ZK	31 pp	7613	7205
Rouans		ZK	32 pp	16538	16524
Rouans		ZK	33	27993	27993



Rouans		ZK	34 pp	82126	51382
Chaumes-en-Retz	40	B	126	800	800
Chaumes-en-Retz	40	B	127	9260	9260
Chaumes-en-Retz	40	B	130 pp	3650	3695
Chaumes-en-Retz	40	B	131	15840	15840
Chaumes-en-Retz	40	B	132	10210	10210
Chaumes-en-Retz	40	B	133	9710	9710

Superficie totale autorisée : 355 916 m<sup>2</sup>.

Le périmètre d'autorisation est reporté sur le plan joint en annexe.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'exploitation est organisée de la façon suivante :

- une zone d'extraction ;
- les installations de traitement ;
- une zone de transit de produits minéraux solides et de déchets non dangereux inertes ;
- des zones de stockage des déchets d'extraction et des déchets inertes externes ;
- les équipements annexes de la carrière (dont le pont bascule, le rotolue, le bureau, l'atelier, l'aire étanche,...) ;
- les bassins de traitement des eaux d'exhaure par décantation ;
- les délaissés réglementaires périphériques ;
- une installation de lavage - criblage et les bassins de décantation associés ;
- une installation mobile de concassage – criblage à partir de la 20ème année d'exploitation.

#### Article 1.2.2 : Limites de l'autorisation

La surface totale d'extraction de matériaux est au plus d'environ 24,6 hectares.

La production annuelle de la carrière ne peut dépasser 650 000 tonnes. Sur l'ensemble de la durée d'autorisation, la production est limitée à 17 030 000 tonnes. Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées par pesée.

La côte minimale d'extraction est de - 39 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction à l'exception du puisard créé pour le pompage des eaux d'exhaure dont la côte de fond peut atteindre - 41 m NGF. Le terrain naturel autour du site est à une côte topographique située environ entre 40 et 55 m NGF à la date de notification du présent arrêté, ce qui correspond à une épaisseur d'extraction d'environ 94 m au maximum.

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes externes soit pour valorisation dans l'installation mobile de concassage-criblage, soit pour le réaménagement de la carrière (remblaiement partiel de la fosse d'exploitation). Les conditions d'admission (temporalité, quantités, caractéristiques) des déchets inertes externes sont fixées à l'article Erreur : source de la référence non trouvée du présent arrêté.

### Article 1.2.3 : Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la notification du présent arrêté.

Considérant les prescriptions archéologiques édictées par l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 susvisé en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du code du patrimoine, la réalisation des travaux relatifs à l'activité extractive est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions archéologiques.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

### Article 1.3 : Garanties financières

#### Article 1.3.1 : Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

#### Article 1.3.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Ce montant est défini par référence à l'indice TP01 d'août 2022 égal à 128,9 et pour une TVA de 20 %.

Phasage d'exploitation concerné	Période	Montant des garanties financières
Phase 1	n à n+4	287 710 € TTC
Phase 2	n+5 à n+9	455 105 € TTC
Phase 3	n+10 à n+14	331 977 € TTC
Phase 4	n+15 à n+19	330 250 € TTC
Phase 5	n+20 à n+24	319 425 € TTC
Phase 6	n+25 à n+30	319 425 € TTC

#### Article 1.3.3 : Établissement des garanties financières



Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

#### Article 1.3.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### Article 1.3.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### Article 1.3.6 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### Article 1.3.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 1.3.8 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### Article 1.3.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **Article 1.4 : Conditions générales de l'autorisation**

##### Article 1.4.1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans de chaque phase et au plan de remise en état annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les compléments fournis en cours d'instruction en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

##### Article 1.4.2 : Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.



Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R181-46 du code de l'environnement. Les documents communiqués au préfet dans le cadre d'une actualisation des études d'impact ou de dangers ou de toutes modifications notables peuvent faire l'objet d'une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à l'approbation du préfet. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### Article 1.4.3 : Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

#### Article 1.4.4 : Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### Article 1.4.5 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

#### Article 1.4.6 : Renouvellement

La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

La demande est présentée conformément à l'article R181-49 du code de l'environnement.

#### Article 1.4.7 : Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. A cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

#### **Article 1.4.8 : Cessation d'activité**

L'exploitant procède à la cessation d'activité dans les conditions prévues par le code de l'environnement aux articles R512-39-1 et suivants.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, les usages à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité sont les suivants : un usage agricole pour la zone au sud du ruisseau des Champs Balants et un usage de renaturation pour la zone au nord du ruisseau comprenant la zone d'extraction (plan d'eau) et les zones périphériques.

Le dossier de notification de la mise à l'arrêt définitif prévu à l'article R512-39-1 du code de l'environnement précise le délai de remontée des eaux dans l'excavation résiduelle ainsi que les conditions de suivi après l'exploitation, jusqu'à ce qu'une situation d'équilibre du niveau d'eau soit atteinte.

Le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R512-39-3 du code de l'environnement est accompagné des documents suivants :

- le plan topographique à jour de la carrière dans un rayon de 50 m autour du périmètre autorisé,
- le suivi des instabilités rocheuses prévue à l'article 10.5.4,
- les opérations réalisées et celles restant à mettre en œuvre pour la remise en état du site,
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagées ou réalisées,
- les relevés écologiques effectués pendant la période d'exploitation,
- un recensement des incidents et accidents survenus pendant la phase d'exploitation et susceptibles d'interférer dans les travaux de remise en état,
- un diagnostic de l'état des sols établi conformément à l'article R.556-2 du code de l'environnement et, le cas échéant, les objectifs de réhabilitation et le plan de gestion associés,
- des photographies et tous autres documents de nature à préciser et compléter ce dossier.

Il doit permettre de vérifier le respect des conditions de remise en état prévues à l'article 3.6 et de la séquence « éviter-réduire-compenser » décrite à l'article 4.3 du présent arrêté.

#### **Article 1.5 : Réglementation applicable**

##### **Article 1.5.1 : Textes généraux applicables à l'établissement**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :



- Arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,
- Arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517,
- Arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- Arrêté du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement,
- Arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,
- Arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 21/12/2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement,
- Arrêté du 31/01/2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets,
- Arrêté du 26/06/2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement,
- Arrêté du 11/03/2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère,
- Arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement,
- Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Article 1.5.2 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code de la voirie routière et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. Elle ne vaut pas permis de construire.

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions de cet arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent régulièrement être ordonnées dans ce but.

#### Article 1.5.3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les installations soumises à déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les arrêtés ministériels existants fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement sont applicables aux IOTA classés soumis à autorisation ou à déclaration, visés à l'article 1.1.3, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

#### Article 1.5.4 : Diagnostic archéologique

L'exploitant est tenu de réaliser les mesures archéologiques prescrites par l'arrêté du 7 août 2023 susvisé, avant l'exploitation des parcelles visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

### **TITRE 2 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

#### **Article 2.1 : Mise en application du présent arrêté**

Dans un délai de 6 mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Ce délai peut être prolongé à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques.

Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.



## **Article 2.2 : Conception des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

## **Article 2.3 : Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis feu " prévu à l'article 10.4.1 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

#### **Article 2.4 : Réserves de produits ou matières consommables**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

#### **Article 2.5 : Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive, d'incident ou d'accident.

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire au non-respect des prescriptions imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la gêne ou la nuisance émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

#### **Article 2.6 : Surveillance des émissions**



Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 2.7 : Autosurveillance**

### **Article 2.7.1 : Principes de l'autosurveillance**

Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant met en place un programme de surveillance. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La réalisation du programme d'autosurveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

### **Article 2.7.2 : Suivi, analyse et interprétation des résultats de l'autosurveillance**

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures de surveillance de ses émissions dans l'environnement. Cette synthèse commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, le traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Les actions correctives sont mises en œuvre lorsque les résultats des mesures laissent présager des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le non-respect des valeurs limites réglementaires.

### **Article 2.7.3 : Conservation des résultats de l'autosurveillance**

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance et des mesures des effets sur l'environnement supervisés par l'exploitant ;

- 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées ;
- la durée de l'autorisation pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leurs incidences sur l'environnement.

### **Article 2.8 : Incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### **Article 2.9 : Enquête annuelle**

Avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente (n), et une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

### **Article 2.10 : Plans**

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les dates de levée,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille,
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,
- la position des clôtures,
- les zones en cours d'exploitation,



- les zones remises en état,
- les zones de stockage des déchets inertes d'extraction,
- les futures zones à exploiter,
- les zones particulières de préservation écologique,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes internes, ainsi que les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

### **Article 2.11 : Récapitulatif de documents**

#### **Article 2.11.1 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

En particulier, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressées au préfet,
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement,
- le plan des réseaux,
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficie l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation, les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales et les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et leurs prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les enregistrements, compte-rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations,
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérification et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôle réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

#### **Article 2.11.2 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.3.3	Attestation de constitution de garanties financières	Préalablement aux travaux d'extraction

ARTICLE 1.3.5	Actualisation des garanties financières	Avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.3.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance de l'attestation de garanties financières en cours
ARTICLE 1.4.2	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.4.7	Changement d'exploitant	Préalablement au changement d'exploitant
ARTICLE 1.4.8	Dossier de notification de cessation d'activité	6 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 1.4.8	Attestation de mise en sécurité	Dès réception
ARTICLE 1.4.8	Mémoire de réhabilitation et attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site	Avant l'échéance de l'autorisation
ARTICLE 1.4.8	Attestation de la conformité des travaux	Avant l'échéance de l'autorisation
ARTICLE 2.1	Récolement des dispositions du présent arrêté	Avant 6 mois après la notification de l'arrêté
ARTICLE 2.8	Déclaration des accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours
ARTICLE 2.10	Plan d'exploitation	A transmettre chaque année
ARTICLE 3.1.5	Justification des aménagements préliminaires	Dès réalisation
ARTICLE 10.5.4	Suivi des instabilités rocheuses	Tous les ans
ARTICLE 8.1.2	Plan de gestion des déchets d'extraction	Avant 1 an après la notification de l'arrêté puis tous les cinq ans et dans le cas d'une modification.
ARTICLE 9.2.4	Autosurveillance des niveaux sonores	En cas de dépassement des valeurs limites
ARTICLE 3.4.1	Déclaration d'incident de tir	Information à réaliser sans délai
ARTICLE 3.4.5	Dépassement des valeurs limites de vibrations	Information à réaliser sous 1 semaine, avec identification de la cause et des mesures prévues
ARTICLE 7.4.8	Résultats de la surveillance des rejets aqueux	Fréquence trimestrielle, résultats à transmettre sous 1 mois après la fin du trimestre (GIDAF)
ARTICLE 6.4	Bilan des mesures de poussières	Annuel, avant le 31 mars de l'année suivante
ARTICLE 2.9	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP) : site de télédéclaration



	Déclaration annuelle carrières	
ARTICLE 3.6.2	Réévaluation des mesures de remise en état	Au plus tard 5 ans avant l'échéance de l'autorisation

### **TITRE 3 : AMÉNAGEMENT ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

#### **Article 3.1 : Aménagements préliminaires**

##### **Article 3.1.1 : Panneaux**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site,
- des panneaux avertissant des dangers du site.

##### **Article 3.1.2 : Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### **Article 3.1.3 : Accès à la voirie publique**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.

L'accès au site se fait à partir de la RD 66. En sortie de carrière, l'exploitant met en place un panneau de type « Interdiction de tourner à droite, sauf desserte locale ».

##### **Article 3.1.4 : Réseau de dérivation des eaux de pluie**

Un réseau de dérivation, constitué de merlons et/ou de fossés, empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation et empêchant le ruissellement des eaux pluviales vers l'extérieur du site est mis en place en périphérie de cette zone.

##### **Article 3.1.5 : Début d'exploitation et attestation de constitution des garanties financières**

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'extension, mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.4 ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet et le maire de la commune de Rouans et Chaumes-en-Retz. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires et, pour le préfet, du document attestant la constitution des garanties financières visée à l'article 1.3.3.

### **Article 3.2 : Dispositions générales**

#### **Article 3.2.1 : Horaires d'ouverture**

L'exploitant est autorisé à extraire ou traiter les matériaux de 7h à 19h du lundi au vendredi hors jours fériés. La commercialisation des matériaux est autorisée de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi hors jours fériés.

Des opérations de maintenance, peuvent avoir lieu du lundi au vendredi jusqu'à 22h et lors de 4 samedis par année civile de 7h à 13h, hors jours fériés.

#### **Article 3.2.2 : Sécurité**

En dehors de la présence de personnel qualifié, les installations et engins sont laissés en sécurité.

#### **Article 3.2.3 : Clôture**

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. L'accès au site est fermé par un portail lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures et du portail. Le résultat des vérifications est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

#### **Article 3.2.4 : Accueil des tiers et des particuliers**

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

En cas de commercialisation auprès des particuliers, une aire de chargement dédiée est aménagée et identifiée à proximité de l'entrée du site.

#### **Article 3.2.5 : Distances limites et zones de protection**



Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette bande ne fait l'objet d'aucune exploitation. Seuls des merlons peuvent y être implantés.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Au niveau du front Nord de la carrière, le merlon sommital est implanté avec un retrait minimum de 5 mètres de la tête du gradin supérieur.

### **Article 3.3 : Conduite de l'Exploitation**

#### **Article 3.3.1 : Phasage**

Les travaux sont menés en 6 phases de 5 années :

Phase 1	Décapage de 4 ha environ au Nord-Est Création de deux bassins de décantation (n°3 et n°4) et d'un bassin d'eau claire. Aménagement et sécurisation de la zone de mise en verse à 35 m NGF. Déplacement du linéaire est du merlon nord et raccordement au merlon restant en place. Aménagement d'une piste d'accès. Suppression d'une partie de la haie ouest. Exploitation de la zone décapée jusqu'à 5 m NGF. Puis exploitation généralisée -5 m NGF. Remblayage de la carrière avec des stériles de découverte dans l'angle sud-est de la fosse.
Phase 2	Décapage de 5 ha environ au Nord Déplacement du reste du merlon nord. Déplacement du linéaire nord du merlon ouest. Approfondissement de la fosse jusqu'à -39 m NGF. Extraction de la zone décapée jusqu'à -5 m NGF. Remblayage de la carrière avec des stériles de découverte dans l'angle sud-est de la fosse.
Phase 3	Suppression du reste de la haie ouest. Poursuite de l'extraction des zones décapées jusqu'à -5 m NGF.
Phase 4	Décapage de 5 ha environ à l'Ouest. Déplacement du linéaire sud du merlon ouest. Approfondissement de la fosse jusqu'à -39 m NGF. Extraction partielle de la zone décapée jusqu'à 25 m NGF. Remblayage de la carrière avec des stériles de découverte dans l'angle sud-est de la

	fosse.
Phase 5	Extraction de la zone décapée jusqu'à 5 m NGF. Accueil d'inertes en poussage depuis la plateforme, en direction du nord.
Phase 6	Approfondissement sur toute l'emprise à -39 m NGF. Atteinte de la côte d'extraction finale. Accueil d'inertes en poussage depuis la plateforme, en direction du nord.

Les plans de phasage sont joints en annexe.

#### Article 3.3.2 : Déboisement - défrichement

Les opérations de coupe d'arbre, défrichement et de débroussaillage sont réalisées progressivement, selon les nécessités d'exploitation. Elles respectent les dispositions réglementaires en vigueur les concernant.

Les coupes d'arbres, défrichement, débroussaillage, y compris des merlons, et arasement de talus seront réalisés pendant la période définie par la mesure de réduction MR01, précisée à l'article 4.3.2.2 du présent arrêté.

#### Article 3.3.3 : Décapage

Les opérations de décapage sont limitées au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé entre les mois d'août et de février.

Le décapage est réalisé de préférence hors période sèche et venteuse afin de limiter les émissions de poussières, mais sur sol sec. Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempé.

Le décapage est réalisé de manière sélective. Les terres végétales sont régaliées sur les merlons constitués pour favoriser la reprise de la végétation, utilisées comme amendement au besoin sur ces ouvrages, stockées temporairement et employées comme couche de forme pour les opérations de remise en état progressive du site

#### Article 3.3.4 : Extraction des matériaux

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche par gradins successifs. L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs.

L'exploitant organise l'extraction en respectant les distances limites et zones de protection définies aux articles 1.2.2 et 3.2.5.

La hauteur des fronts d'exploitation et de découverte est limitée à 10 mètres, à l'exception du dernier front des fronts Est, Ouest et Sud qui sont limités à une hauteur 14 mètres (de la cote -25 à -39 m NGF). Une banquette d'au moins 10 mètres de large sur les fronts sud, est et ouest, 23 mètres sur les fronts nord doit être aménagée au pied de chaque gradin.



La pente des fronts ne devra pas excéder 5V/1H (78,7°).

La hauteur des fronts et leur inclinaison et la largeur des banquettes, en période d'exploitation et en position finale, doivent respecter les recommandations des suivis qui seront réalisées sur le site conformément à l'article 10.5.4.

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

#### **Article 3.3.5 : Stockage et traitement des matériaux extraits**

Les matériaux extraits sont repris par des engins adaptés pour être acheminés vers les installations de traitement des matériaux réalisant des opérations de concassage, criblage et broyage.

Les matériaux traités et produits finis, situés sur la plateforme de stockage sont stockés sur des hauteurs maximales de 15 m.

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks ne soient pas être à l'origine d'envols de poussières.

#### **Article 3.3.6 : Circulation des engins et véhicules**

A l'intérieur du site, les véhicules circulent sur les voies, espaces, pistes de circulation aménagés pour accéder aux installations. Les pistes auront une largeur et des pentes adaptées à la circulation.

Elles sont entretenues en permanence pour maintenir un revêtement correctement nivelé.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de la carrière et leur chargement ne conduisent pas à des pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique.

Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sur le site sont organisées de manière à séparer au maximum les différents flux de trafic des engins d'exploitation et des transporteurs.

Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites sont en place à l'entrée et sur le site.

La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h sur l'ensemble du site.

### **Article 3.4 : Tirs de mines**

#### **Article 3.4.1 : Dispositions générales**

Les prescriptions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions particulières imposées en application du code de la défense.

Il n'y a aucun stockage permanent d'explosifs sur le site. Les explosifs sont présents uniquement pour les besoins des tirs et évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés.

Les tirs de mines sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur par du personnel formé, qualifié et expérimenté.

Le contrôle de l'abattage et une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.

Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

#### Article 3.4.2 : Informations préalables au tir – Périmètre de sécurité

Les tirs d'abattage sont réalisés les jours ouvrables (sauf les samedis).

Sur demande des riverains, ceux-ci sont prévenus à l'avance des jours de réalisation des tirs de mines par tout moyen adapté convenu avec l'exploitant.

Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisantes pour prévenir du tir est déclenché immédiatement avant la mise à feu.

L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder le périmètre dangereux.

#### Article 3.4.3 : Préparation des tirs de mines

La quantité maximale d'explosif utilisée pour chaque tir est de 4 000 kg.

L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gênes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité du public pendant les tirs.

Le positionnement des trous de mine sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

La maîtrise de l'épaisseur de la banquette à abattre sera assurée par une foration implantée de manière précise et permettant de repérer la position des trous de mines par rapport au front de taille. Cette implantation est effectuée par des moyens tels que des lasers. La qualité de la foration est contrôlée par des moyens appropriés (par exemple des sondes électromagnétiques).

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...).

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges unitaires et totales d'explosifs, durée des tirs,...) pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de l'emprise de la carrière et maintenir dans des limites acceptables pour l'environnement les vibrations et la pression acoustique induites par les tirs d'abattage ainsi que leur perception.



Toutes dispositions sont prises (bourrage, recouvrement des cordeaux détonants, des raccords de surface, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.

#### Article 3.4.4 : Valeurs limites des vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. De plus, sur l'année civile, 80 % des tirs devront être à l'origine de vitesses particulières pondérées inférieures à 3 mm/s. Si moins de 10 tirs sont réalisés sur l'année, seuls deux tirs pourront être à l'origine de mesures de vibrations supérieures à 3 mm/s.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

La surpression acoustique générée par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires.

#### Article 3.4.5 : Surveillance des vibrations et de la pression acoustique

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau de trois emplacements minimum. Ce nombre et la position des points de mesures sont déterminés par l'exploitant à chaque tir en fonction de l'éloignement des constructions avoisinantes, tel que les habitations, et de l'expérience acquise lors des tirs précédents sur le gisement. Au moins un emplacement est situé au niveau de l'habitation la plus proche, sous réserve de l'accord des propriétaires.

A défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures.

L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement de la vitesse particulière en fonction du temps dans la bande de fréquence allant de 1 à 150 Hz avec des amplitudes comprises entre 0,25 mm/s et 50 mm/s. Il doit également permettre la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.

L'exploitant met en place un protocole de mesure des vitesses particulières et de la surpression acoustique conforme aux normes en vigueur.

Les analyseurs de vibrations et les appareils associés (notamment ceux permettant la mesure de la pression acoustique) doivent être vérifiés et contrôlés tous les ans par un organisme extérieur. L'exploitant doit conserver une trace des attestations ou des rapports de contrôles pendant au moins 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs prescrites (vitesse particulière et niveau de pression acoustique de crête), l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement.

Un contrôle des vibrations et de la surpression acoustique dues aux tirs de mines doit être réalisé au minimum annuellement par un organisme compétent et indépendant. Les rapports de contrôle sont conservés par l'exploitant et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.4.6 : Enregistrements

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date et heure du tir ;
- plan du gisement avec position du tir ;
- description détaillée du tir :
  - nombre de trous ;
  - masse totale d'explosifs ;
  - charge unitaire ;
  - nature des explosifs ;
  - mode d'amorçage ;
  - durée du tir ;
  - plan du tir en coupe et vue de dessus ;
  - rapport de foration, résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations et de pressions acoustique :
  - identification de l'appareil de mesures ;
  - localisation de la mesure ;
  - enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

Ces informations sont conservées dans un registre spécial archivé pendant au moins 5 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.4.7 : Conservation des résultats

Les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être conservés pendant toute la durée d'exploitation de la carrière et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.



## Article 3.5 : Apports de déchets extérieurs inertes

### Article 3.5.1 : Remblayage

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction internes ;
- les déchets inertes externes listés à l'article 3.5.2.

### Article 3.5.2 : Déchets extérieurs acceptés

Au global, la quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 2 000 000 tonnes sur la durée de l'autorisation.

L'accueil de déchets inerte ne peut commencer qu'à partir de la 20ème année d'exploitation. La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 200 000 tonnes par an.

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Les déchets inertes externes sont recyclés ou mis en remblai dans l'excavation. Seuls les déchets non recyclables sont mis en remblai.

Les seuls déchets externes admissibles pour le remblayage du site sont les déchets inertes suivants (en référence à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) provenant de chantiers de BTP, terrassement, construction ou rénovation :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être remblayés dans l'excavation. En particulier, les déchets ayant le code 17 01 01 sont utilisés uniquement pour le recyclage et ne concourent pas au remblaiement de la fosse. Seule la fraction non valorisable peut être mise en remblai.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis.

#### Article 3.5.3 : Dispositions complémentaires sur la procédure d'acceptation préalable

En complément des dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

La procédure d'acceptation préalable, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment à l'accueil de la carrière et à la bascule.

Le document préalable doit être fourni pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans les tableaux de l'article I, l'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels.

Si les déchets sont susceptibles de provenir d'un site contaminé, sont annexés aux documents d'acceptation préalable les résultats de la caractérisation des déchets. Il s'agit de la vérification systématique du respect des valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité. Cette vérification doit être réalisée pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier. Seuls les lots homogènes de déchets respectant les valeurs fixées à l'annexe II de cet arrêté peuvent être utilisés en remblaiement sur le site.

#### Article 3.5.4 : Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation des déchets ou de refus en cas de présence de matériaux



indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 3.5.5,

- le départ du véhicule de transport des apports après acceptation des matériaux déchargés.

Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet.

#### Article 3.5.5 : Registres

Le registre d'admission prévu à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 suscité est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.5.6 : Mise en œuvre des remblais

Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus.

L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein de l'excavation conformément aux plans de phasage figurant en annexe du présent arrêté.

Toutes les opérations de mise en œuvre des remblais sont effectuées à l'aide d'engins spécifiques prévus à cet effet. Les déchets sont déversés dans l'excavation à partir d'une zone de déchargement sécurisée limitant les risques de chutes des engins dans l'excavation.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux ...) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est mise à jour autant

que de besoin notamment au vu des études réalisées dans le cadre de la surveillance géotechnique des fronts. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle régulier de la stabilité des remblais est réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle est mise en œuvre.

### **Article 3.6 : Remise en état du site**

#### **Article 3.6.1 : Conditions générales**

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux dispositions prévues aux articles 3.6.1, 3.6.3 et 3.6.4 et aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation du 6 décembre 2022 et complété le 29 décembre 2023 et 19 juillet 2024 : pages 472 à 478 du Document n°2a « Étude d'impact sur l'environnement ».

#### **Article 3.6.2 : Réévaluation de la remise en état**

Entre 5 et 7 ans avant l'échéance de l'autorisation de la carrière, l'exploitant porte à connaissance du préfet les éléments prescrit à l'article 4.3.3 du présent arrêté.

#### **Article 3.6.3 : Nature de la remise en état**

La remise en état est réalisée conformément au plan de remise en état à la fin de l'exploitation et au plan de principe de la remise en état figurant en annexe du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre :

- un usage agricole pour le secteur au Sud du cours d'eau des Champs Balants (environ 3,0 ha)
- un usage de renaturation pour le secteur au Nord du cours d'eau des Champs Balants, comprenant la zone d'extraction (plan d'eau), des zones humides, des hauts fonds et les merlons périphériques conservés (environ 32,6 ha).

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site,
- le maintien des clôtures, des portails et des panneaux avertissant des dangers du site .

#### **Article 3.6.4 : Description de la remise en état**



Le site est débarrassé de tout vestige industriel (dépôt de matériau, socles de béton et ferrailles diverses). Les installations de traitement des matériaux et de traitement des eaux sont évacuées du site. Les locaux, l'aire étanche, le pont-bascule, la voie en enrobé et le séparateur à hydrocarbure sont déconstruits et évacués du site.

Pour le secteur Nord :

- Les merlons périphériques végétalisés présents sur le secteur Nord sont conservés à des fins de sécurité et de limitation des accès.
- Les parties émergées entourant le futur plan d'eau sont aménagées de façon à créer un accès sécurisé à l'eau. Différents biotopes sont mis en place par l'ajout, ou non, de matériaux (inertes ou terre végétale).
- Les bassins de décantation n°1 et n°2 sont laissés en l'état afin de maintenir des zones humides ;
- Les haies mises en place en périphérie d'exploitation sont conservées.

Pour le secteur Sud :

- La conservation des 3 200 m<sup>2</sup> de terrains maintenus en herbes réalisés dans le cadre de la mesure compensatoire MC03 prévue à l'article 4.3.2.3 du présent arrêté ;
- Les bassins n°3 et 4 sont arasés, et les parcelles qui les accueillent nivelées (et rechargées le cas échéant à l'aide de stériles de découverte) ;
- À l'exception de la zone de 3 200 m<sup>2</sup>, le secteur Sud est recouvert d'une couche de terre végétale de 30 cm (correspondant à l'épaisseur initialement présente) pour permettre le retour d'une prairie agricole ;
- L'exploitant se rapproche de la Chambre d'Agriculture avant de mettre en œuvre cette remise en état agricole pour prendre conseil.

Les deux passages busés sont supprimés pour permettre le retour de la luminosité au cours d'eau des Champs-Balants.

Après l'arrêt du pompage d'exhaure, la fosse d'excavation évoluera en plan d'eau d'une surface d'environ 26 ha et dont la côte s'établira à + 39,5 m NGF. Un déversoir est réalisé allant du plan d'eau vers le ruisseau des Champs Balants. Ce déversoir est dimensionné afin de respecter le débit réglementaire de restitution de 3 l/s/ha. Ce déversoir est précédé d'un dispositif de type moine hydraulique afin d'assurer le rejet d'une eau froide.

#### **TITRE 4 : MILIEUX NATURELS ET PATRIMOINE**

##### **Article 4.1 : Intégration paysagère**

###### **Article 4.1.1 : Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Le site et ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont aménagés, maintenus propres et entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets, ... Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

L'exploitant procède au nettoyage, dans les meilleurs délais, de la route en cas de salissure de la voie publique par les véhicules quittant le site.

#### **Article 4.1.2 : Impact visuel**

Pour limiter l'impact visuel de la carrière, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- la hauteur des stocks de matériaux est limitée (article 3.3.5) ;
- le site est entouré de merlons ;
- les merlons, talus et haies existant et créés sont entretenus ;
- une bande boisée et une haie bocagère sont créées et suivies selon les dispositions de l'article 4.3.2.3 du présent arrêté.

#### **Article 4.2 : Patrimoine Archéologique**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire de la commune et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

#### **Article 4.3 : Milieux naturels - Dérogation aux mesures de protection de la faune & flore sauvage**

##### **Article 4.3.1 : Nature de la dérogation**

La dérogation est accordée dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale relative au renouvellement et à l'extension de l'exploitation d'une carrière de roches massives et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit la « Pointe-des Chemins » à Rouans et Chaumes-en-Retz, exploitées par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS.

Est autorisé :

- la destruction d'une haie de 530 m, correspondant à un corridor de déplacement et d'habitat de chasse des espèces Barbastelle d'Europe, Sérotine commune, Murins d'Alcathoe, Murins de Bechstein, Murins de Daubenton, murins à oreilles échancrées, Grands murins, murins à moustaches, Noctule communes, Pipistrelles de Kuhl, Pipistrelle communes, Pipistrelle de Nathusius, Oreillard roux et Oreillards gris ;
- la destruction d'habitat de repos et de reproduction pour l'accenteur mouchet, la bergeronnette grise, le bruant jaune, le bruant zizi, le chardonneret élégant, la chevêche d'Athéna, le faucon crécerelle, la fauvette à tête noire, la fauvette grisette, l'hypolaïs polyglotte, la linotte mélodieuse, la mésange à longue queue, la mésange bleue, la mésange charbonnière, le pinson des arbres, le pouillot véloce, le rossignol philomèle, le



rouge-gorge, le rougequeue noir, le tarier pâtre, le troglodyte mignon et le verdier d'Europe, correspondant entre autres à la haie de 530 m, aux merlons et aux buissons qui les recouvrent, selon un phasage détaillé dans le dossier ;

- la destruction de 15 ha de milieu ouvert anthropique pouvant servir à la reproduction ou le repos de busards cendrés, œdicnème criard et cisticole des joncs ;
- la destruction de têtards et d'individus adultes d'alytes accoucheurs et de grenouilles agiles au fond de la carrière ;
- la destruction accidentelle de crapauds épineux, grenouilles vertes, tritons palmés, tritons crêtés, et lézards des murailles en cas de déplacement des individus sur le chantier ;
- la capture et le déplacement de la couleuvre helvétique et de la vipère aspics ;
- la destruction d'habitat de repos et de reproduction de la Couleuvre helvétique, de la vipère aspics et du Lézard des murailles correspondant à des paliers de la carrière ;
- le dérangement de l'ensemble des espèces précédemment citées.

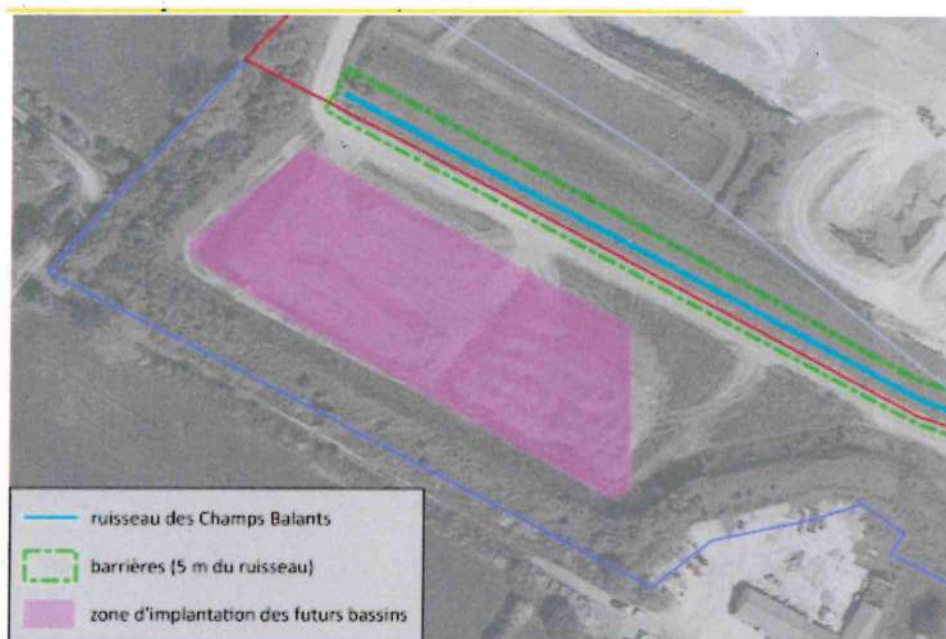
#### Article 4.3.2 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi définies ci-après et décrites dans le dossier de demande de dérogation susvisé.

##### Article 4.3.2.1 : Mesures d'évitement

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'évitement suivantes :

**ME01** : Évitement du ruisseau des champs Balants et des zones humides d'intérêt écologiques des abords du ruisseau. Un périmètre de sécurité autour du ruisseau est délimité à l'aide d'une barrière de 80 cm de haut minimum. La barrière est implantée à 5 m de distance du ruisseau suivant le plan ci-dessous. Aune altération du ruisseau n'est autorisée.



##### Article 4.3.2.2 : Mesures de réduction

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de réduction suivantes :

**MR01** : Quelle que soit l'année de mise en œuvre de ces opérations, l'arasement de la haie et le défrichement de la végétation des merlons sont effectués entre les mois (inclus) de septembre et de février ou entre les mois (inclus) de septembre et d'octobre quand ce sont des habitats favorables aux reptiles

**MR02** : Déplacement des populations de reptiles :

Fin d'été/hiver année n-1

À la fin de l'été (septembre) précédant la capture des reptiles, 10 plaques à reptiles sont disposées tous les 50 m environ dans les milieux favorables sur les 500 m les plus au sud du palier supérieur ouest.

En janvier/février précédant la capture, les fourrés/ronciers occupant le palier sont broyés, de manière à priver les reptiles d'habitats et d'essayer de provoquer leur déplacement naturel vers les milieux préservés au sud de l'exploitation.

Printemps année n

Relevé des plaques et capture à la main des serpents présents ; mise en sac de toile puis transport immédiat jusqu'aux sites de dépôts choisis. Ces sites de dépôts correspondent aux merlons, haies et fourrés nord et ouest du périmètre autorisé. Ces éléments sont laissés tels quels, en évolution libre, à l'exception de l'entretien des haies hors période de reproduction des reptiles (entre septembre et octobre).

Le plan ci-dessous, localise les zones de relâche et le positionnement des plaques à reptiles.



**Article 4.3.2.3 : Mesures de compensation**



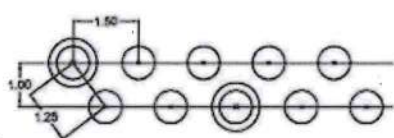
Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de compensation suivante :

**MC01 : Haies**

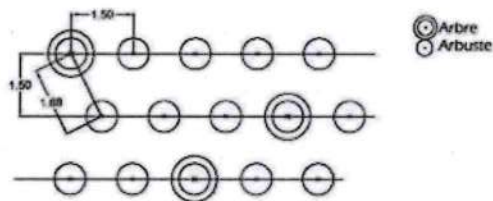
Une bande boisée est plantée sur une longueur de 700 m avant l'année n+4 après le démarrage des travaux. Elle comporte trois rangs d'arbres avec une densité de 0,44 sujet/m<sup>2</sup>

La haie bocagère orientée nord sud, qui marque la limite ouest du périmètre d'extension est renforcée pour former une haie bocagère multistratée, large de deux rangs d'arbres, sur 530 m. La densité est de 0,66 sujets/m<sup>2</sup>. Le schéma ci-dessous précise le descriptif de l'implantation des haies.

Séquence végétale haies bocagères



Séquence végétale bande boisée



La bande boisée et la haie bocagère sont réparties sur le site comme le montre la carte ci-dessous.



Légende :

**Ligne de points verts** : renforcement de 530 m de haie bocagère ;

**Ligne de points rouges double** : création de 700 m de bande boisée ;

**Ligne de points bleus** : création de 340 m de haie bocagère ;

Les merlons de la carrière se situent au minimum à 5 m des pieds des haies, de manière à ne pas impacter le chevelu racinaire des arbres et arbustes plantés.

La strate arborée est composée d'essences indigènes et comprend, au minimum des chênes pédonculés, les autres essences plantées peuvent être des châtaigniers, érables champêtres, petits ormes, merisiers et alisiers torminaux. Les sujets plantés sont âgés de 1 an minimum. La strate arbustive est constituée d'un mélange de plantes indigènes, comprenant des noisetiers, prunelliers, sureau, genêt à balais ou ajoncs. L'ensemble des sujets plantés est d'origine locale ;

Le taux de reprise minimum est de 80 %. Les plants qui n'ont pas poussé, sont remplacés, le cas échéant.

Un écologue supervise les plantations.

#### **MC02 : Merlons**

La végétation des merlons est laissée en libre évolution. L'usage de pesticide est interdit. La lutte mécanique contre les espèces exotiques envahissantes est autorisée.



La destruction et la construction des merlons se déroule comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Phase Linéaire	État initial	1 (0-5 ans)	2 (5-10 ans)	3 (10-15 ans)	4 (15-20 ans)	5 (20-25 ans)	6 (25-30 ans)
Merlons initiaux	720 m > 30 ans	550 m > 35 ans	550 m > 40 ans	415 m > 45 ans	0 m	0 m	0 m
Nouveaux merlons	560 m = 5 ans	380 m = 10 ans 510 m = 5 ans	380 m = 15 ans 510 m = 10 ans	380 m = 20 ans 420 m = 15 ans 450 m = 5 ans	380 m = 25 ans 420 m = 20 ans 450 m = 10 ans	380 m = 30 ans 420 m = 25 ans 450 m = 15 ans	
Linéaire total	720 m	1110 m	1440 m	1305 m	1250 m	1250 m	1250 m

#### MC03 : Milieux ouverts

3200 m<sup>2</sup> de terrains situés à l'intérieur du périmètre d'étude (localisation sur les plans ci-dessous) sont maintenus en herbes pendant toute la durée de l'exploitation puis après la fin de l'exploitation. Le périmètre est délimité matériellement et il n'y est plus réalisé aucune activité dès le début de la phase d'extension de la carrière. Le périmètre est broyé une fois par an, en dehors de la période de nidification des oiseaux, pour éviter le développement des ligneux et maintenir une strate essentiellement herbacée.

De la même manière que sur les merlons, l'usage de pesticides y est interdit, mais la lutte mécanique contre les espèces exotiques envahissantes est possible.



#### MC04 : Hibernaculums

Un hibernaculum est créé tous les 200 m soit 3 hibernaculums le long de la haie nord et 3 le long de la haie ouest. Les hibernaculums sont créés uniquement avec des matériaux naturels.

#### Article 4.3.2.4 : Mesures d'accompagnement

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'accompagnement suivantes :

**MA01 :** Absence d'utilisation de produit phytosanitaires sur le périmètre en cours exploitation.

**MA02 :** Afin de limiter le plus fortement possible la dispersion des espèces invasives via la circulation des engins, l'exploitant met en place un dispositif de nettoyage obligatoire des roues avant la sortie. Ce dispositif est maintenu tout au long de l'exploitation.

Aucun export de terre végétale n'est possible en dehors du site. Ceci interdit toute dispersion d'espèce exotique par bouture ou transport de spécimen.

En cas d'observation d'une prolifération de Ragondin et d'impact sur les herbiers à characées lors des suivis biologiques, l'exploitant organise une campagne de piégeage.

Si, au cours des suivis biologiques annuels, l'apparition d'une espèce invasive avérée ou émergente susceptible d'altérer de manière durable la faune ou la flore indigène est constaté, l'exploitant procède à un signalement sans délai auprès du Conservatoire des Espaces Naturels des Pays de la Loire (CEN).

#### Article 4.3.2.5 : Mesures de suivi

Le suivi a plusieurs objectifs :

1. S'assurer que les enjeux présents actuellement sur le site et a priori non impactés par le projet se maintiennent bien sur site (Suivi de la population d'Agrion de Mercure, Suivi des amphibiens, recherche des indices de présence du Campagnol amphibie) ;
2. Vérifier la mise en œuvre des mesures ERCA (plantation de haie notamment) ;
3. S'assurer que les espèces patrimoniales identifiées durant l'étude se maintiennent bien sur le site pendant toute la durée de l'exploitation (Cotonnière de France, oiseaux patrimoniaux, Chauves-souris) ;
4. Prendre en compte rapidement l'arrivée de nouvelles espèces patrimoniales et/ou protégées.

Le suivi sur un cycle de cinq ans correspond à la durée de chaque phase :

- Année n : suivi des oiseaux + suivi des mesures ERCA de l'année ;
- Année n+1 : suivi des reptiles + suivi des mesures ERCA de l'année ;
- Année n+2 : suivi de la Cotonnière de France et des chauves-souris+ suivi des mesures ERCA de l'année ;
- Année n+3 : suivi de l'Agrion de Mercure et du Campagnol amphibie + suivi des mesures ERCA de l'année ;
- Année n+5 : étude globale tous taxons afin d'estimer l'apparition de nouveau enjeux ;
- Année n+6 : début d'un nouveau cycle.

Un suivi de la reprise des plantations de la haie est réalisé pendant les cinq années suivant les dernières plantations y compris les plantations de remplacement.

#### Article 4.3.3 : Remise en état

Un porter à connaissance est transmis au préfet 5 ans avant la réalisation de la remise en état



définitive du site. Ce porter à connaissance détermine s'il y a nécessité pour le pétitionnaire d'obtenir une nouvelle dérogation aux atteintes aux espèces protégées et/ou de leur habitat en fonction de l'occupation du site par ces dernières (occupation du fond de fouille et des bassins des amphibiens, utilisation du site pour la reproduction des oiseaux...).

Le porter à connaissance est accompagné d'une évaluation des incidences Natura 2000 du projet de remise en état du site.

#### Article 4.3.4 : Publication des mesures compensatoires

En application de l'article L.163-5 du code de l'environnement, le bénéficiaire de la présente l'autorisation envoie au service instructeur, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des données nécessaires au remplissage des mesures de compensation dans l'outil dédié GéoMCE. Les données sont envoyées :

- au format dédié Fichier gabarit v2.2.2 (téléchargeable à l'adresse suivante [https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/zip/gabarit\\_geomce\\_v2.2-2.zip](https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/zip/gabarit_geomce_v2.2-2.zip)); consulter à l'appui la Notice d'utilisation du fichier d'import des mesures (téléchargeable à l'adresse suivante [https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice\\_fichier\\_gabarit\\_v2.pdf](https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice_fichier_gabarit_v2.pdf));
- à l'adresse [ddtm-see-geomce@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:ddtm-see-geomce@loire-atlantique.gouv.fr).

Les données relatives à l'évitement, la réduction et l'accompagnement peuvent également être jointes dans le même format.

### **TITRE 5 : DÉFRICHEMENT**

#### **Article 5.1 : Autorisation de défrichement**

La réalisation du projet objet de cet arrêté ne nécessite pas d'autorisation de défrichement.

### **TITRE 6 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

#### **Article 6.1 : Conception des installations**

##### Article 6.1.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et y compris en période d'inactivité. En particulier, les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Lorsque les stockages des produits minéraux se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### Article 6.1.2 : Prévention des envols de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses et notamment :

- Les engins de foration des trous de mines sont équipés d'un dispositif de dépoussiérage,
- Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins sont aménagées, entretenues et convenablement nettoyées.
- La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 15 mètres.
- Les pistes et les zones de stockages sont régulièrement arrosées par temps sec.
- La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h.
- Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif de lavage des roues des véhicules est en place et la voie de sortie de la carrière est revêtue d'un enrobé.
- Les installations de traitement des matériaux sont équipées de systèmes d'abattage des poussières par brumisation ou aspersion.
- Les stocks de produits finis et les installations de stockage de matériaux sont implantés sur une plate-forme située à la cote de 32 m NGF.

#### Article 6.2 : Rejets canalisés

Sans objet

#### Article 6.3 : Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement



### Article 6.3.1 : Plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 6.3.2 : Suivi des retombées de poussières

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ .

L'objectif à atteindre est de  $350 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

La valeur limite à ne pas dépasser est de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement de la valeur limite de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.4, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur limite de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

### **Article 6.3.3 : Suivi des conditions météorologiques au droit du site**

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des campagnes de mesures. Pour ce faire, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

L'enregistrement de ces conditions météorologiques à l'aide d'une station implantée sur le site peut être remplacé par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues d'une station météo représentative située à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques. La représentativité des données corrigées obtenues doit être vérifiée par comparaison à des données issues de l'implantation temporaire d'une station de mesure sur le site.

### **Article 6.4 : Bilan des mesures de poussières**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées, mesures de rejets et mesures des retombées dans l'environnement.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, de la valeur objectif, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

## **TITRE 7 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 7.1 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux susvisés.

Des mesures particulières doivent être prises pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel. En particulier, les écoulements d'eau pluviale sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.

### **Article 7.2 : Prélèvements et consommations d'eau**

#### **Article 7.2.1 : Origine des approvisionnements en eau**

Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux superficielles.

L'eau utilisée sur le site provient :



- du réseau local d'adduction en eau potable. Il alimente uniquement les locaux du personnel (bureaux et locaux sociaux).
- du pompage des eaux d'exhaure. Le volume total prélevé dans la nappe souterraine est estimé à 361 000 m<sup>3</sup>/an. Les autres apports proviennent des eaux pluviales estimées à 292 000 m<sup>3</sup>/an. Les eaux d'exhaure prélevées sont utilisées pour assurer les besoins en eau :
  - l'arrosage des pistes ;
  - l'abattage des poussières sur les installations de traitement ;
  - le lavage des engins ;
  - la rampe d'arrosage des camions de commercialisation et l'appoint pour le rotoluvé ;
  - l'installation de lavage avec une consommation estimée à 8 330 m<sup>3</sup>/an.

Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. L'utilisation d'eaux pluviales récupérées est autant que possible privilégiée.

Les équipements de prélèvement d'eau sont munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Les installations consommatrices d'eau sont munies de compteurs individuels afin de suivre finement la consommation d'eau, identifier les éventuelles dérives, et définir le cas échéant les actions correctives nécessaires. Ces compteurs sont relevés a minima mensuellement.

L'exploitant consigne sur un registre, éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées, les éléments de suivi suivants :

- les volumes prélevés mensuellement dans le milieu naturel (nappe souterraine) et le total annuel, ainsi que le relevé de l'index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les volumes d'eau consommés ,
- l'estimation du volume d'eaux pluviales recyclées ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation

#### Article 7.2.2 : Prescriptions particulières en cas de sécheresse

L'exploitant applique les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant se réfère aux arrêtés cadre sécheresse et aux arrêtés de restriction départementaux ou interdépartementaux pour savoir si une zone d'alerte a été déclenchée sur un milieu ou un réseau de prélèvement de la carrière.

L'exploitant met en œuvre les mesures de réduction sur les prélèvements d'eau concernés selon le niveau de gravité déterminé par les arrêtés cadre sécheresse et les arrêtés temporaires de restriction.

#### **Article 7.3 : Collecte des effluents liquides**

### Article 7.3.1 : Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 7.4.1 ou non conforme aux dispositions de l'article 7.4 est interdit. En particulier, tout rejet dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

### Article 7.3.2 : Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et résister dans le temps aux actions physiques des effluents. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### Article 7.3.3 : Plan

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux sur le site est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).

## **Article 7.4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

### Article 7.4.1 : Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux de procédé,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux d'exhaure.

### Article 7.4.2 : Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.



#### Article 74.3 : Eaux de procédés des installations

Les installations de traitement des matériaux n'utilisent pas d'eau dans leur process (hors abatage des poussières), à l'exception de l'installation de criblage et de lavage des matériaux. Cette installation fonctionne en circuit fermé avec un traitement des eaux chargées par deux bassins de décantation naturelle et un bassin d'eau claire. Un appoint d'eau dans ce circuit est effectué par pompage dans le bassin final de décantation des eaux de ruissellement et d'exhaure.

Afin d'accélérer la décantation des eaux de lavage chargées, l'exploitant peut utiliser un floculant. Ce floculant doit présenter un taux d'acrylamide résiduel dans le polyacrylamide inférieur à 0,1 %.

#### Article 74.4 : Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes

Les eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets d'extraction inertes ne doivent pas générer de détérioration de la qualité des eaux.

#### Article 74.5 : Eaux d'exhaure - eaux pluviales – eaux de nettoyage

Les eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage font l'objet d'un traitement avant rejet au milieu naturel.

Les eaux d'exhaure et de ruissellement de la carrière sont recueillies en fond d'excavation. Elles font l'objet d'une première décantation au sein de l'excavation avant d'être pompées, via un puisard intermédiaire, et ramenées au niveau de la plate-forme située au Sud où elles subissent une décantation au travers de deux bassins successifs.

Les eaux susceptibles d'être polluées issues de l'aire étanche sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures puis vers un collecteur général avant de rejoindre le puisard intermédiaire.

Les eaux susceptibles d'être polluées issues du dispositif de lavage des roues (et d'arrosage) et de l'aire de lavage des bennes sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures puis un bassin de décantation, permettant un fonctionnement en circuit fermé.

Les eaux pluviales de la plate-forme sud sont collectées dans un bassin puis redirigées vers le collecteur général.

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanteurs-séparateurs à hydrocarbures ...) doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an.

Les justificatifs du nettoyage des décanteurs-séparateurs à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux sont rejetées au milieu naturel au travers d'un unique point de rejet dans les conditions ci après définies :

Point de rejet vers le milieu récepteur	
---	--

Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 280 670 m ; Y : 2 249 308 m
Point kilométrique du rejet	Pk = 4,93 km (mesuré à partir de la confluence du ruisseau des Champs Balants avec la rivière de l'Acheneau)
Milieu naturel récepteur	Ruisseau des Champs Balants
Nature des effluents	Eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux issues du séparateur à hydrocarbures
Débit	Inférieur à 380 m <sup>3</sup> /h
Température des effluents	Inférieure à 30°C
pH	Compris entre 5,5 et 8,5 hors période d'étiage. En période d'étiage, le pH doit être compris entre 6 et 8,5
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales)	Inférieure à 35 mg/l
DCO (demande chimique en oxygène)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté
HCT (hydrocarbures totaux)	Inférieur à 10 mg/l
Modification de couleur du milieu récepteur	Inférieur à 100mg/Pt/l

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures avant rejet au cours d'eau, à l'exception de la modification de couleur du milieu récepteur.

L'exploitant fait réaliser à une fréquence trimestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions ainsi que le paramètre sulfate.

La vérification de la conformité de la modification de couleur du milieu récepteur est réalisée de manière trimestrielle, au niveau du ruisseau des Champs Balants, en amont et en aval du point de jonction avec le fossé recueillant les rejets d'eau du site.

L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures de l'aire étanche est inférieure à 10 mg/l, avant nettoyage de l'équipement et pour un prélèvement instantané.

La quantité totale des eaux rejetées doit faire l'objet d'un suivi mensuel.

En cas de risque d'inondation de construction par le ruisseau des Champs-Ballants en aval ou en amont du point de rejet au milieu naturel de la carrière, l'exploitant limite ou arrête ses rejets d'eau en fonction de l'acceptabilité du milieu naturel.

**Article 7.4.6 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet**



Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Ces points de rejet sont munis de dispositifs d'obturation permettant d'éviter des rejets au milieu naturel en cas de pollution.

L'exploitant met en place un système permettant de limiter le débit en sortie du dernier bassin de décantation avant rejet, afin de respecter en tous temps la valeur de 3l/s/ha pour la carrière, y compris après la remise en état du site.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

#### **Article 74.7 : Aménagement des points de prélèvements**

Les émissaires de rejet doivent être équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement permettant de prélever un échantillon proportionnellement au débit sur 24 heures. Le canal de mesure du débit est doté d'un compteur totalisateur.

Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### **Article 74.8 : Transmission des résultats de l'autosurveillance**

Les résultats de l'autosurveillance des rejets au milieu naturel sont, sauf impossibilité technique, transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Ces résultats sont transmis dans un délai de 1 mois suivant la fin du trimestre concerné.

### **Article 7.5 : Eaux souterraines**

#### **Article 7.5.1 : Réseau de surveillance des eaux souterraines**

Pour la surveillance de la piézométrie et de l'impact sur les eaux souterraines de l'accueil des déchets inertes externes dans la carrière, l'exploitant met en place un réseau constitué :

- de deux piézomètres situés en amont et en aval hydraulique et permettant la connaissance de la qualité de l'eau circulant dans l'aquifère de socle,
- d'un point de prélèvement supplémentaire : bassin de collecte des eaux de ruissellement situé en pied de la verse des déchets inertes.

Les piézomètres sont réalisés dans l'année précédant le début de l'accueil de déchets inertes externes.

#### Article 7.5.2 : Réalisation de piézomètres

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

La localisation et les caractéristiques, en particulier la profondeur des ouvrages, sont justifiées par une étude hydrogéologique préalable tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

#### Article 7.5.3 : Programme de surveillance des eaux souterraines

La surveillance débute à la mise en service des piézomètres et, dans un délai de 18 ans après la



signature du présent arrêté, pour le bassin de collecte des eaux de ruissellement situé en pied de la verse des déchets inerte.

L'exploitant réalise, au niveau des deux piézomètres, une mesure de la piézométrie a minima tous les six mois, en période de basses eaux et de hautes eaux.

En chaque point du réseau de surveillance des eaux souterraines, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : pH, conductivité, DCO (demande chimique en oxygène), hydrocarbures totaux, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT (carbone organique total), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), PCB (polychlorobiphényles 7 congénères) et HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques).

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'observation d'un écart sur les résultats sur le suivi des eaux souterraines, une contre-analyse sera réalisée sur la semaine suivante sur le ou les paramètres déclassant afin de vérifier s'il s'agit d'une anomalie ponctuelle. Si c'est le cas, le suivi semestriel sur les eaux souterraines est poursuivi.

Dans le cas contraire, un suivi trimestriel sur les eaux souterraines sera engagé tant que la ou les paramètres présentent une anomalie. Une recherche de source potentielle est engagée, avec une étude élargie sur des ouvrages complémentaires. Les résultats de cette étude déterminent s'il y a lieu d'interrompre le remblaiement par les déchets inertes.

Article 7.5.4 : Impact sur la ressource en eau

En cas d'assèchement de puits ou de forages, résultant de l'exploitation de la carrière, l'exploitant s'engage à mettre en place les moyens qui permettent à l'utilisateur de retrouver la même qualité de service qu'avant l'exploitation.

## **TITRE 8 : DÉCHETS PRODUITS**

### **Article 8.1 : Déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

#### **Article 8.1.1 : Dispositions générales**

Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière sont les stériles de découvertes, la terre végétale et les fines de décantation.

La quantité de stockage maximale de déchets issus de l'exploitation de la carrière est estimée à :

- environ 78 000 m<sup>3</sup> de terres végétales, dont 38 000 m<sup>3</sup> déjà en stock,
- environ 1 055 000 m<sup>3</sup> de stériles de découvertes, dont 100 000 m<sup>3</sup> déjà en stock,
- environ 390 000 m<sup>3</sup> de fines de décantation,
- les boues issues du nettoyage du dispositif de lavage des roues.

Les matériaux de scalpage produits sont valorisés et non stockés sur le site.

A chaque nettoyage du dispositif de lavage des roues, les boues sont analysées. Pour être stockées sur la carrière, ces boues doivent respecter les critères de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé. Dans le cas contraire, les boues sont traitées dans une filière appropriée.

Les déchets d'extraction déjà stockés le sont sous la forme de merlons périphériques, pour une partie des terres végétales, ou dans la fosse d'extraction pour les stériles de découvertes. Les déchets restant à mettre en stock le sont sous la forme de merlons ou d'un stockage temporaire pour la remise en état, pour la terre végétale, dans la fosse d'extraction pour les stériles de découvertes et les fines de décantation.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

#### Article 8.1.2 : Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;



- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

L'exploitant révisé le plan de gestion des déchets d'extraction dans un délai de 1 an à compter de la signature du présent arrêté.

## **Article 8.2 : Déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

### **Article 8.2.1 : Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation ;
- d) L'élimination.

### **Article 8.2.2 : Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

#### Article 8.2.3 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions

- ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement,
- ne constituant pas de point d'appel visuel sur le site.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

#### Article 8.2.4 : Traitement ou élimination des déchets

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.



Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### Article 8.2.5 : Transport et suivi

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau électronique de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en application du règlement (CE) n° 1013/2006 modifié du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **TITRE 9 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES ÉMISSIONS LUMINEUSES ET DES VIBRATIONS**

#### **Article 9.1 : Dispositions générales**

##### Article 9.1.1 : Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

##### Article 9.1.2 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont

conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ».

La foreuse utilisée sur le site est une foreuse hydraulique à compresseur intégré et insonorisé.

#### Article 9.1.3 : Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### Article 9.2 : Niveaux acoustiques

#### Article 9.2.1 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement)

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

#### Article 9.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation



Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

#### Article 9.2.3 : Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus.

#### Article 9.2.4 : Surveillance des niveaux sonores et émergences

L'exploitant met en place une surveillance annuelle des émissions sonores des installations permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée au niveau des zones suivantes :

- B2 : Habitation au lieu-dit Beaujour,
- B3 : Habitation au lieu-dit Les Béchis,
- B4 : Habitation au lieu-dit La Roustière,

Une mesure des niveaux de bruit est également réalisée au point B6 en limite ouest.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. En particulier, une évaluation de la tonalité marquée est réalisée.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Les résultats des campagnes de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs limites. Ils sont alors accompagnés de la description des mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant. Dans les autres cas, ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### Article 9.3 : Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## **TITRE 10 : PREVENTION DES RISQUES**

### **Article 10.1 : Dispositions générales**

#### **Article 10.1.1 : Conception des installations**

Les installations comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et faciliter l'évacuation du personnel.

Pour cela les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes...) ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue,...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

#### **Article 10.1.2 : Etat des stocks et étiquetage des produits**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.



Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.

#### Article 10.1.3 : Zones dangereuses et zonage interne

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

#### Article 10.1.4 : Réseaux, canalisations et équipements

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs...). L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

#### **Article 10.2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur une aire étanche équivalente. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduares.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Aucun stockage de liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Des moyens sont mis en œuvre pour vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment, et empêcher notamment leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, un dépassement de niveau haut déclenche une alarme.

IV. Les rétentions doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Le fond des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

Les produits répandus en cas d'accident doivent être récupérés. Ils ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés soit éliminés comme les déchets.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI. L'exploitant dispose de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. De tels kits sont présents dans les engins.

VII. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

### **Article 10.3 : Prévention d'une rupture des bassins**

L'exploitant organise une surveillance au moins semestrielle des parois des bassins étant tout ou partie au-dessus des terrains. Il met en œuvre un entretien de la végétation pour éviter une dégradation des parois. La surveillance et l'entretien des bassins font l'objet d'une traçabilité tenue à disposition de l'inspection des installations classées.



## **Article 10.4 : Prévention des incendies**

### **Article 10.4.1 : Autorisation de travail - permis de feu**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 10.1.3, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

### **Article 10.4.2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose :

- de réserves d'eaux constituées par les bassins de décantation d'une capacité totale d'au moins 1 000 m<sup>3</sup> ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (pelle,...) à proximité des installations de distribution de carburant ;

L'exploitant étudie les aménagements éventuels des réserves d'eaux avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Loire-Atlantique.

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent disposera d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

En cas d'incendie, les eaux polluées seront collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination. L'arrêt du pompage permet de confiner les eaux d'extinction.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an.

#### Article 10.4.3 : Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement, au moins annuellement, par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **Article 10.5 : Risque géotechnique et stabilité**

##### Article 10.5.1 : Dispositions générales

L'exploitant veille à la stabilité des terrains.

L'exploitant définit dans une consigne la gestion des eaux pluviales afin de réduire les risques d'instabilité des fronts et des zones de remblaiement.

##### Article 10.5.2 : Distances limites et zones de protection

L'exploitation du gisement prend en compte les distances limites, zones de protection et profils de fronts définis aux articles 3.2.5 et 3.3.4.

Une zone d'interdiction est mise en place sur une bande de minimum 20 mètres à partir du pied du remblais de la fosse d'extraction. Cette zone est balisée.



### Article 10.5.3 : Surveillance du chantier

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu sans délai soit à une intervention soit à une sécurisation de la zone. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaire, le cas échéant.

L'exploitant met en place une traçabilité de cette surveillance et de ces interventions.

### Article 10.5.4 : Surveillance géotechnique

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les ans, par une personne compétente, à un suivi des instabilités rocheuses et de la stabilité des remblais. Tous les 3 ans, ce suivi est effectué par une personne compétente externe à l'exploitant. Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 10.6 : Formation du personnel – consignes**

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, en particulier à proximité du stockage d'hydrocarbures, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses (carburant, huile ou autre polluant) ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs de collecte et de confinement des eaux d'extinction d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

## **TITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 11.1 : Information des riverains**

En accord avec la municipalité, l'exploitant assure une bonne information de la population directement concernée par son activité.

## **TITRE 12 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION**

### **Article 12.1 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 ou Cour administrative d'appel de Nantes pour éolien :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **Article 12.2 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée aux mairies de Rouans et Chaumes-en-Retz et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de Rouans et Chaumes-en-Retz pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Rouans et Chaumes-en-Retz ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.



# Annexe : plan d'ensemble

## PROJET DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION DE LA CARRIÈRE "La Pointe des Chemins"

PLAN D'ENSEMBLE

Plan n°3

Echelle : 1/1 250

- limite de commune
  - emprise de la carrière après orientation
  - emprise de la zone exploitable
  - rayon de 30 mètres
  - servitude d'accès au réseau imposée par l'article L. 215-18 du Code de l'environnement
  - topographie du site (courbes de niveau eq. 0.5m)
  - bât
  - clôture
  - ruissellement des eaux de surface
  - réseau eau d'égouts
  - réseau eau claire
  - réseau eau de pénétration
  - ligne électrique à haute tension
  - réseau électrique enterré
  - réseau Milieu adrien
  - réseau d'eau potable
  - réseau d'eau potable tracé indicatif
- Vue de l'installation en fin de phase 4 (n° 20 ans)  
Réseau : DT 2003, plan topographique GDM 18 septembre 2021

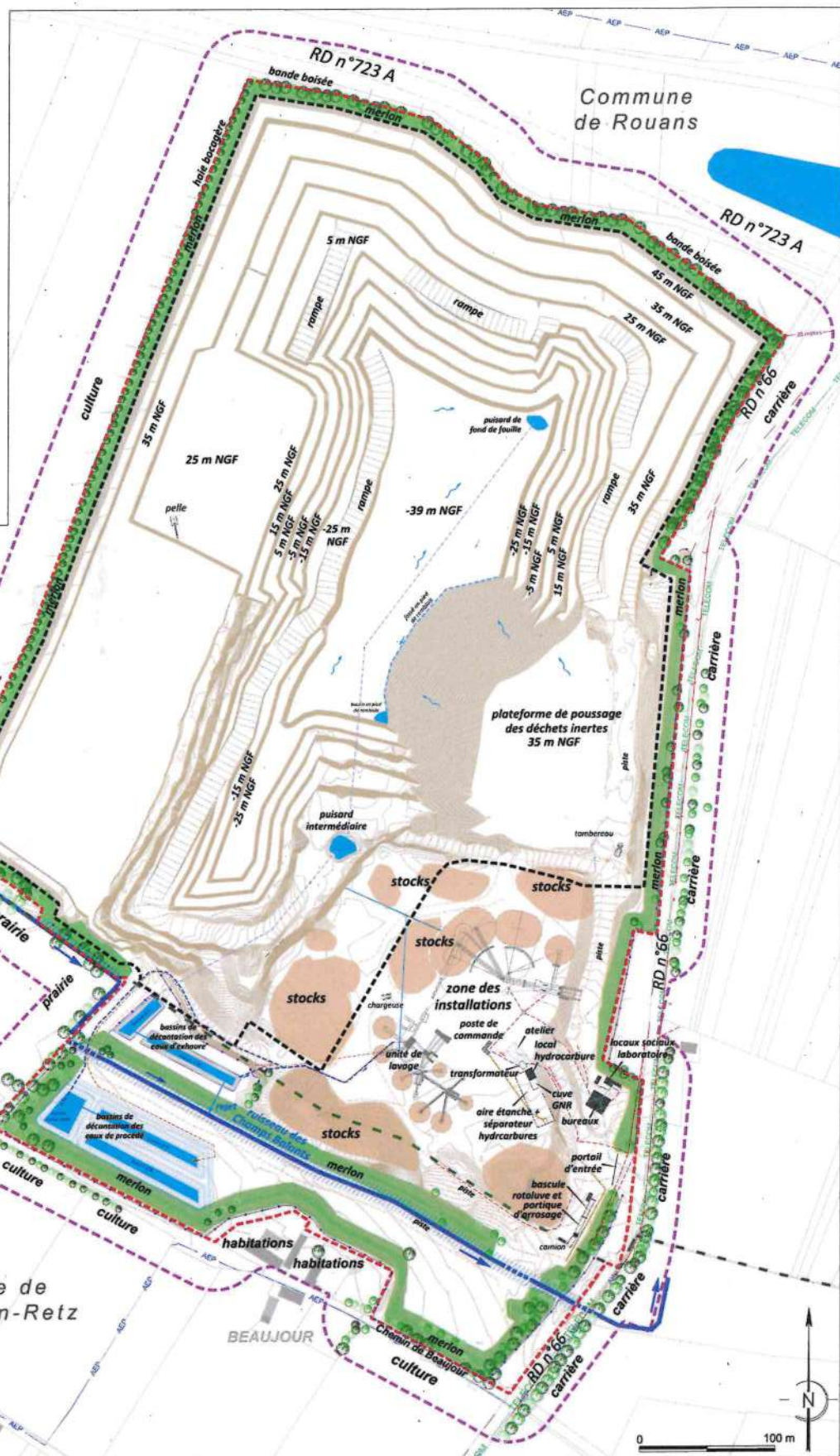
Commune de  
Chaumes-en-Retz

Commune  
de Rouans

BEAUJOUR

LES BÉCHIS

0 100 m



Une copie du présent arrêté sera remise à la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS qui devra toujours l'avoir en leur possession et la présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ces derniers.

### **Article 12.3 : Exécution**

La Secrétaire Générale de la préfecture de Loire-Atlantique, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les Maires de Rouans et Chaumes-en-Retz sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 1<sup>er</sup> juillet 2025

**LE PRÉFET,**

*Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale*

  
DOMINIQUE YANT

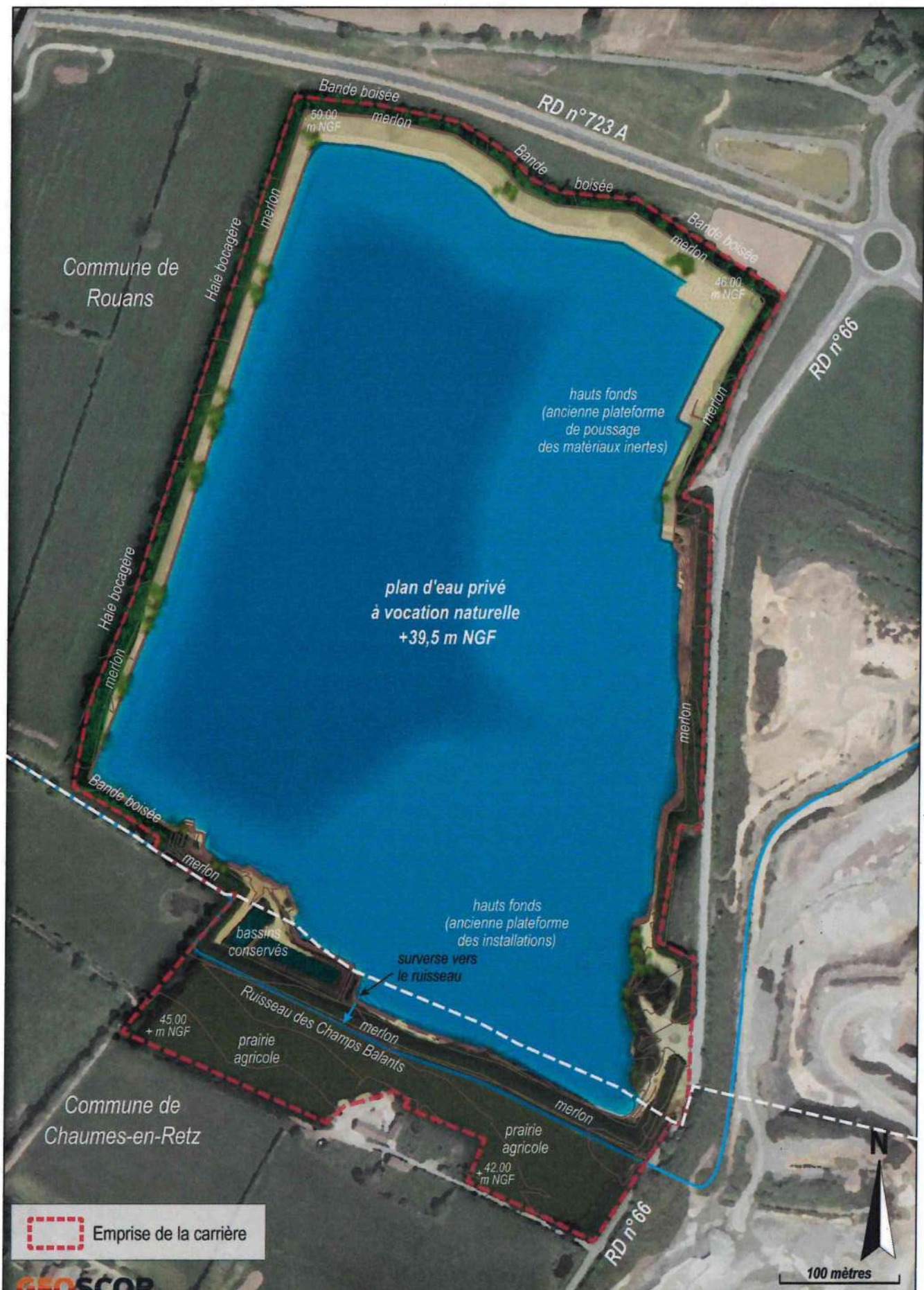
### **Annexes :**

- Plan d'ensemble
- Plans de phasage
- Plans de principe de la remise en état



Vu pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral n°2025/ICPE/232  
Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale

Dominique YANNI

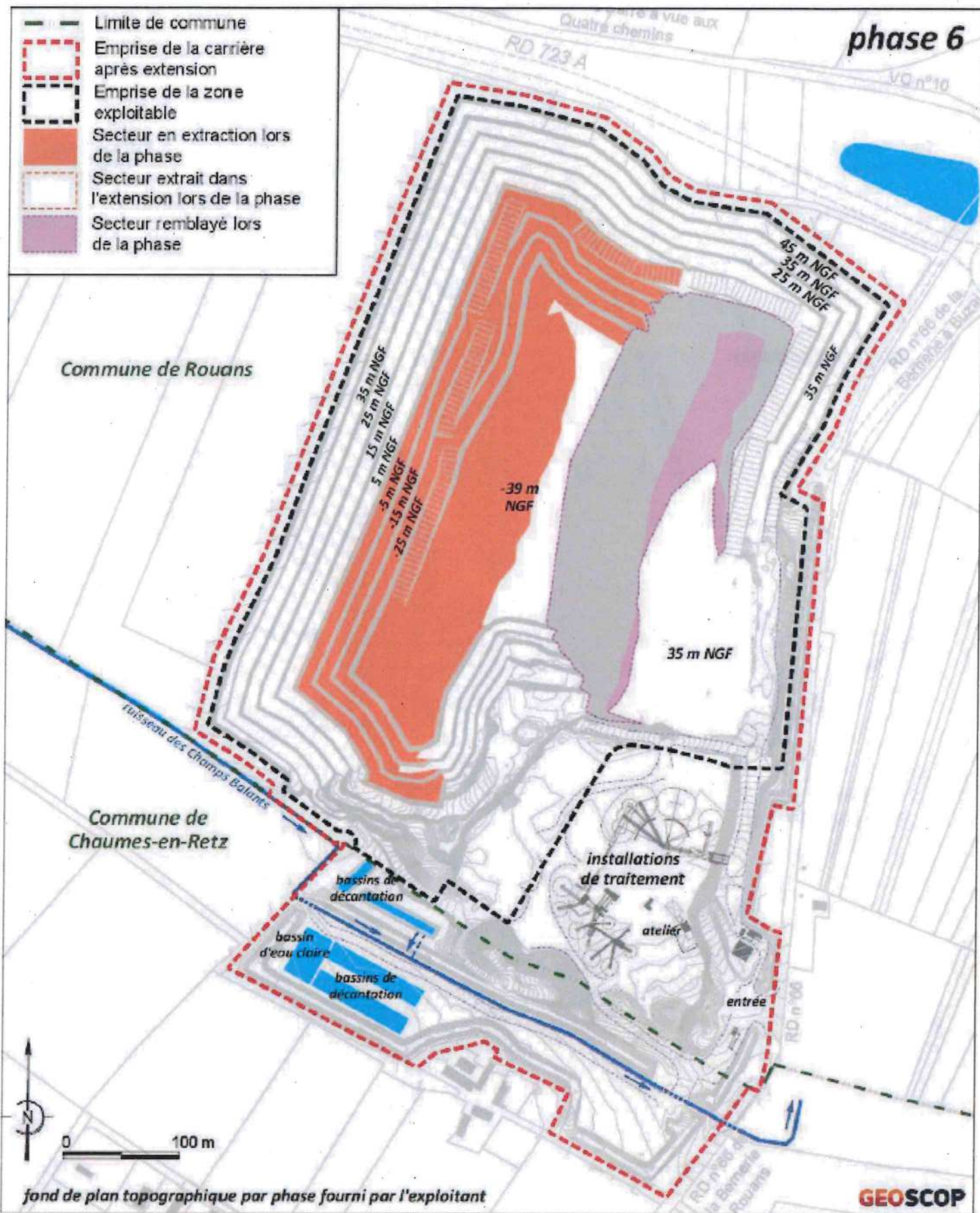




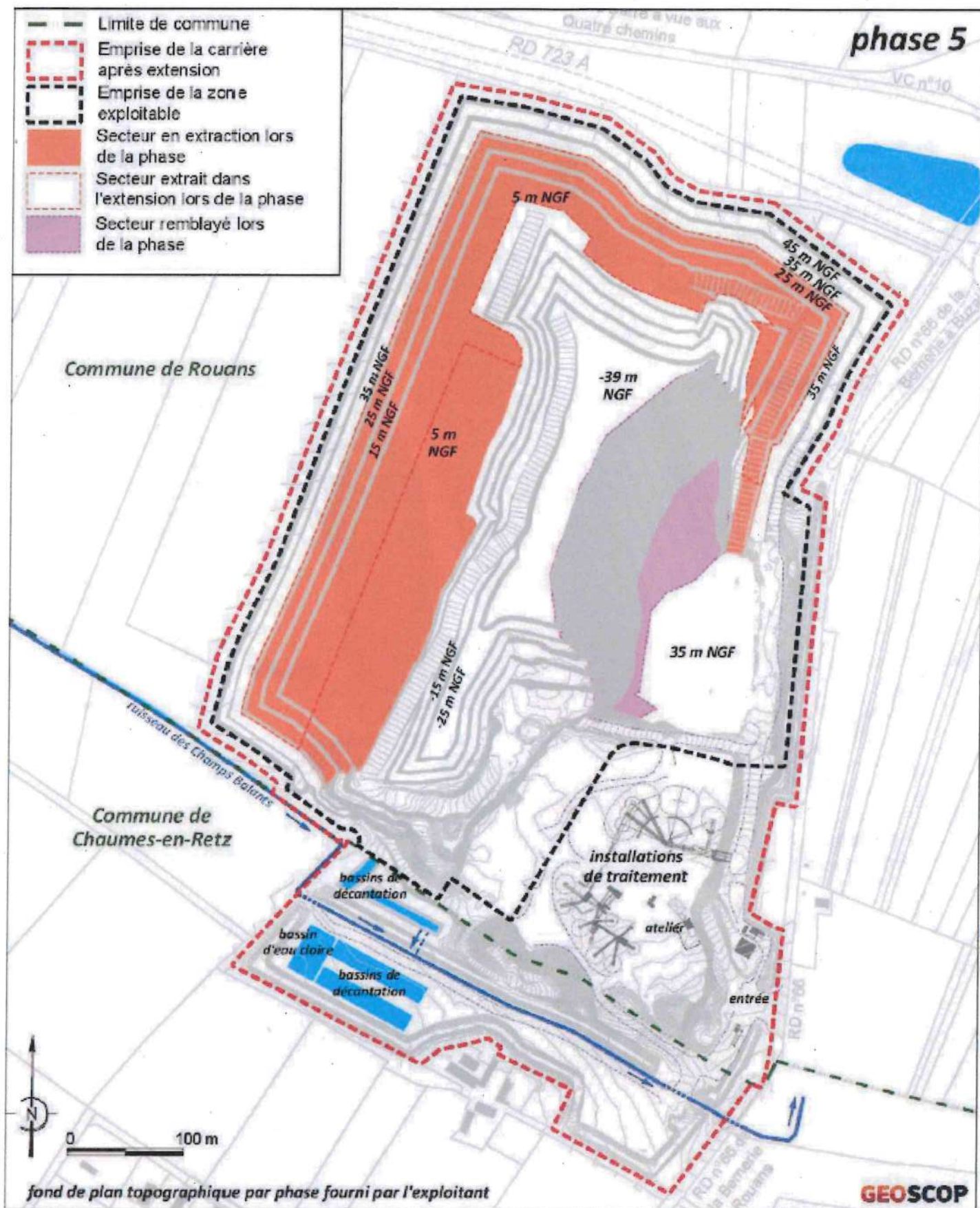
# Annexe : Plans de remise en état



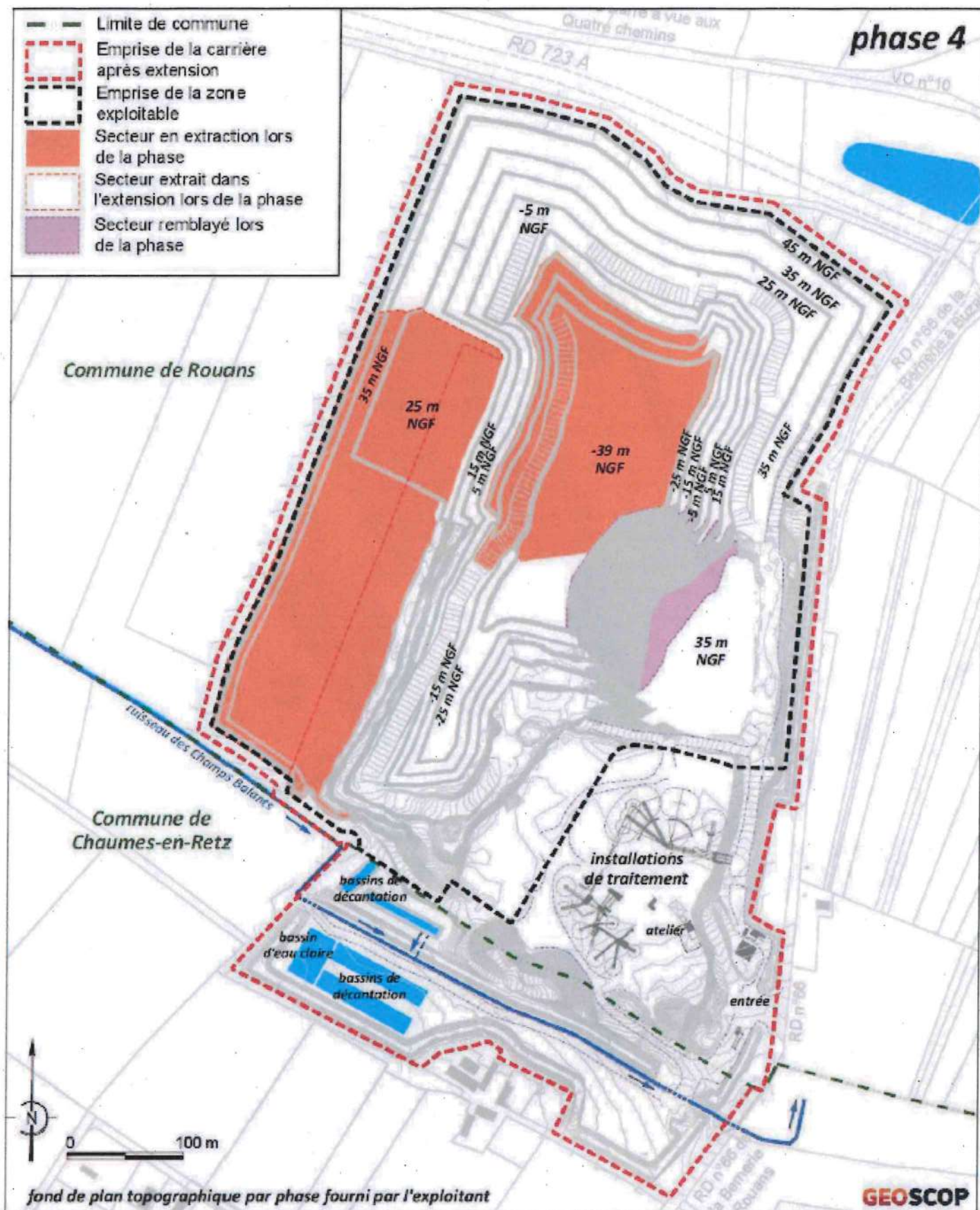




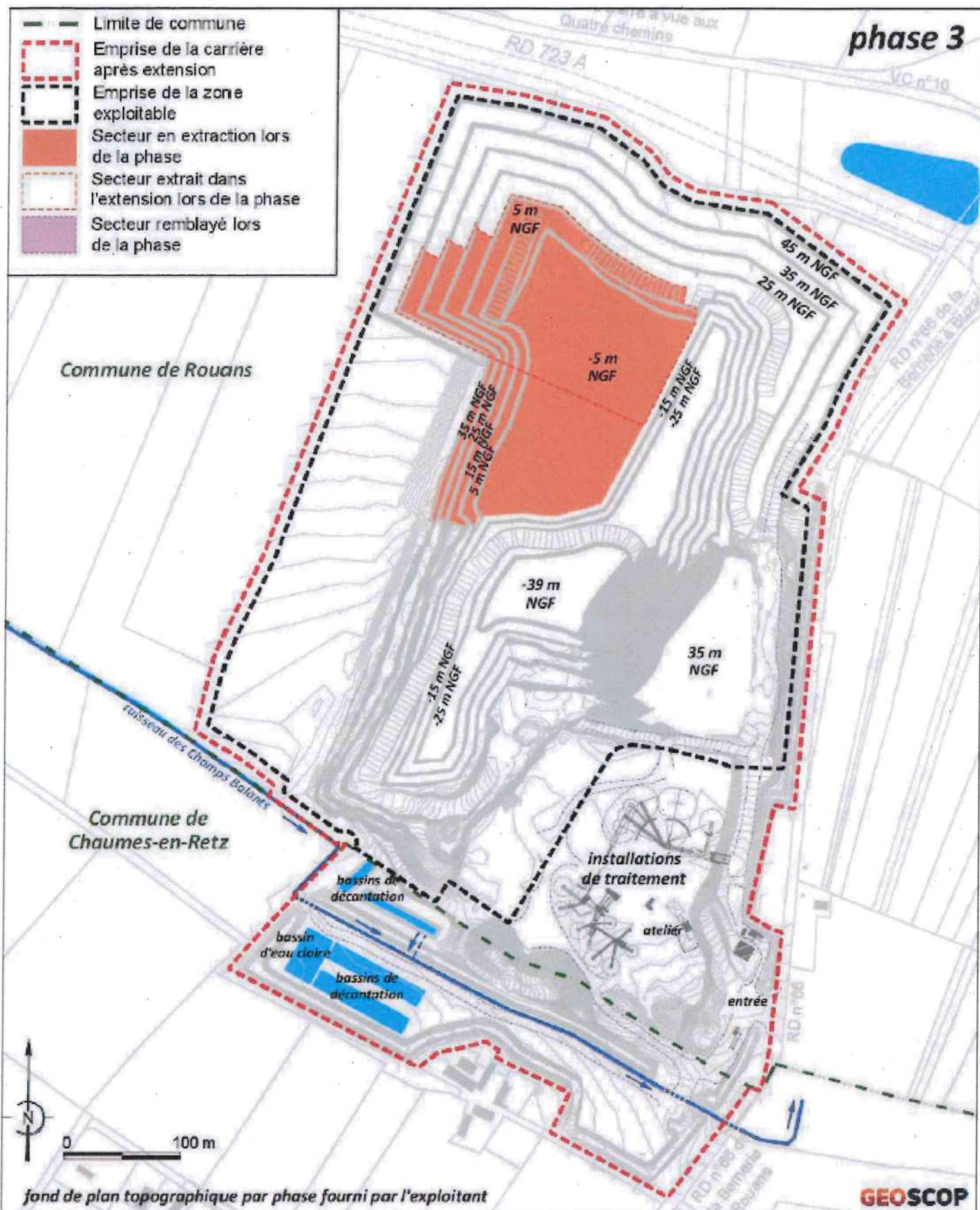




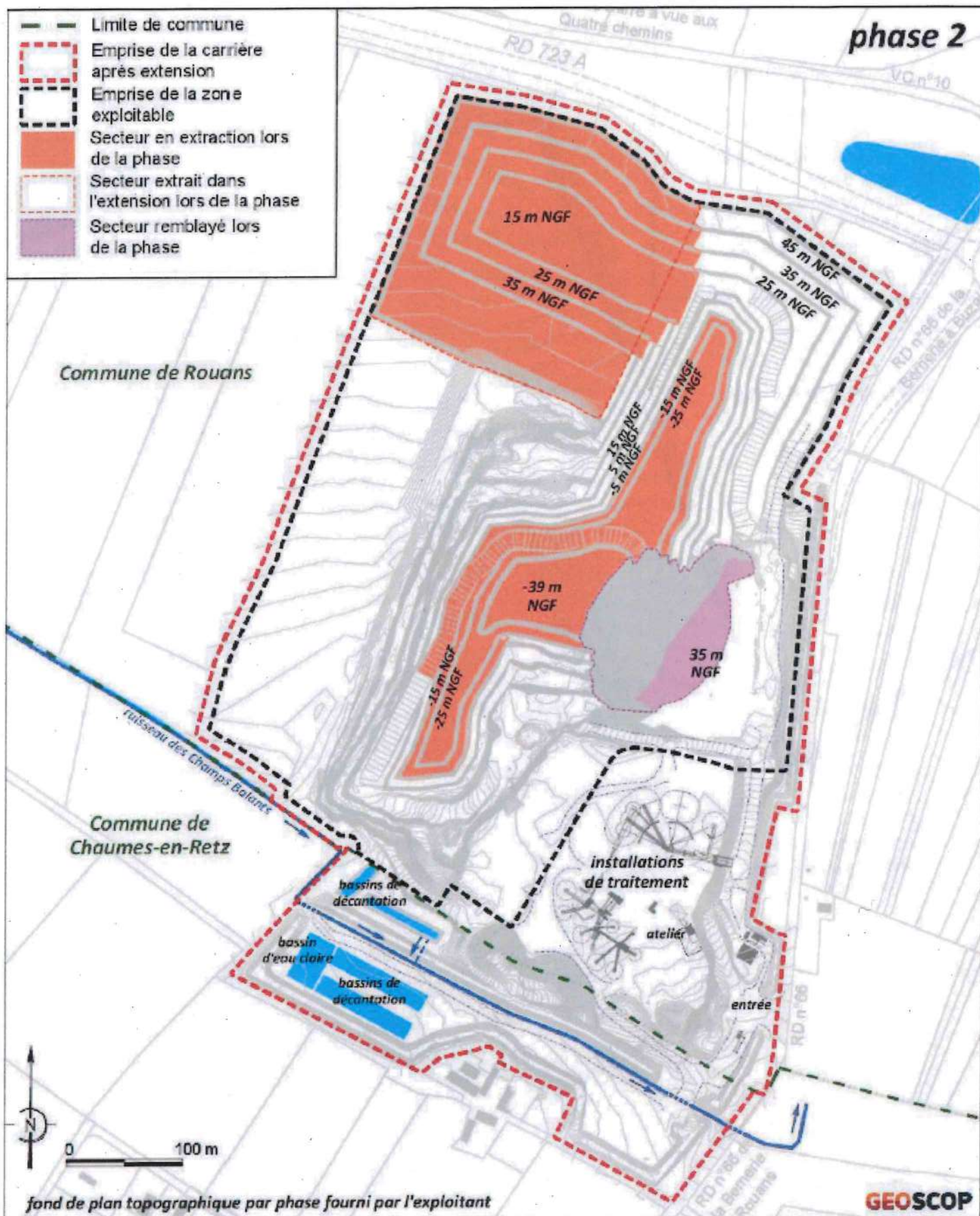














# Annexe : Plans de phasage

